

Activité économique : vers un retour progressif à la normale ?

Suite à la crise du coronavirus, les indicateurs économiques de la France sont dégradés. D'après la plupart des observateurs, un retour à la situation « *d'avant-Covid* » sera long, pour une rémission seulement mi-2022. La chute du PIB pourrait être de 10% en 2020, le chômage pourrait atteindre 11,5% à la moitié de l'année 2021 contre 8,1% au second trimestre de l'année 2019. Dans une perspective plus immédiate, le tableau de bord de la conjoncture de l'INSEE paru le 10 juin 2020 montre également une situation difficile.

Sur le premier trimestre 2020, la croissance économique diminue de 5,3%. Si on examine les composantes du PIB (on se rappelle l'équation de l'**équilibre ressources-emplois** $PIB = \text{Consommation finale} + \text{Investissement} + \text{variation des stocks} + [\text{exportations} - \text{importations}]$), l'investissement a baissé de 2,5% au cours du premier trimestre 2020, la consommation finale de 3,4%, les stocks ont augmenté de 0,7% et le solde commercial se situe à 0,0%. (**Voir le chapitre de seconde « [Comment crée-t-on les richesses et comment les mesure-t-on ?](#) »**).

Dans le détail de la production, on constate que la production manufacturière a chuté de 21,9% en avril 2020, et le taux d'utilisation des capacités de production industrielle se situe à 66,8% pour le deuxième trimestre 2020 (il était encore à 82,8% pour le premier trimestre 2020, donc avant le déclenchement de la crise du Covid-19). En conséquence, l'indicateur du climat des affaires se situe à un niveau assez bas dans l'industrie manufacturière (indice 68 en avril 2020 contre 98 en mars 2020). On peut dire la même chose dans les services pour le commerce de gros (indice 66 en mai 2020 contre 91 en mars 2020) et le commerce de détail (indice 60 en avril 2020 contre 97 en mars 2020), et également dans le secteur du bâtiment à un moindre degré (indice 93 en mai 2020 contre 111 en mars 2020). Au niveau de l'ensemble des secteurs d'activité, l'indicateur du climat des affaires se situe à 59 en mai 2020 alors qu'il était encore à 94 en mars 2020.

Ces indicateurs dégradés s'accompagnent d'une situation difficile sur le marché du travail. Au premier trimestre 2020, l'emploi salarié privé a chuté de 2,3%. La baisse est beaucoup plus prononcée dans le secteur du tertiaire marchand (- 443000) que dans le secteur de l'industrie (-12000). Si on ajoute la perte d'emplois du tertiaire non marchand (-10000), la diminution de l'emploi sur l'ensemble des secteurs d'activité se situe à 461000 au cours de ce premier trimestre.

Comme on l'a vu plus haut avec l'équilibre ressources-emplois, la croissance française est avant tout tirée par la consommation finale des ménages. Or, les perspectives à cet égard ne sont pas très bonnes. En avril 2020, la consommation des ménages a baissé de 20,2% (31,2 milliards d'euros de consommation mensuelle). Elle était de 47,2 milliards d'euros en février 2020. De plus, la baisse de confiance des ménages est significative (indice 93 en mai 2020 contre 105 en février 2020). On ne s'attend donc pas à une forte reprise de la consommation des ménages dans un proche avenir.

On voit néanmoins apparaître aujourd'hui quelques signes encourageants de reprise de l'économie. Selon l'INSEE, la perte d'activité s'établissait à 33% début mai 2020, contre 35% deux semaines auparavant. Une légère reprise s'annonce dans l'industrie manufacturière et la construction, en lien avec les mesures sanitaires permettant le retour des salariés sur leur lieu de travail. De même, si la consommation demeure en berne comme on vient de le voir, on observe un très léger redressement des dépenses en produits manufacturés.

Dans ce contexte particulier, les économistes et les statisticiens ont recours à quelques données pour évaluer l'activité, avec certaines d'entre elles qui sont assez originales.

Le retour au travail devient de plus en plus visible comme le montre le fait que de moins en moins d'entreprises sont contraintes de recourir à des dispositifs de chômage partiel. Cela dit, de nombreuses difficultés subsistent dans quelques secteurs d'activité (tourisme, habillement, automobile, aéronautique), et le gouvernement travaille pour les entreprises de ces secteurs à la mise en place d'un dispositif de chômage partiel de longue durée.



En dehors du chômage et des statistiques de production, la reprise d'activité s'évalue de manière indirecte par quelques indicateurs comme la fréquentation des plateformes de divertissement en ligne, l'augmentation du trafic routier et cyclable dans les grandes villes européennes révélé par l'indice de mobilité de Google (*Google Mobility Reports*), la congestion du trafic dans les métropoles, la pollution de l'air, ou encore le temps passé devant la télévision (**voir « L'activité retourne progressivement à son niveau d'avant-crise : ce que disent les indicateurs en temps réel », Natixis Beyond Banking, Special Report, 8 juin 2020**).



Tous ces indicateurs inhabituels convergent dans la même direction : la reprise de l'activité économique est bien réelle.